

Unité départementale du Haut-Rhin
2 place du général de Gaulle
68100 MULHOUSE

MULHOUSE, le 24/10/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 20/09/2022

Contexte et constats

Publié sur



DMC SAS

13 RUE DE PFASTATT

BP 2479

68200 MULHOUSE

Références : 452_2022_09_20_DMC_VIIC surveillance des rejets eau
Code AIOT : 0006700452

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/09/2022 dans l'établissement DMC SAS implanté 13, rue de Pfastatt BP 2479 68050 MULHOUSE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- DMC SAS
- 13, rue de Pfastatt BP 2479 68200 MULHOUSE
- Code AIOT : 0006700452
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Ied : Non

L'entreprise DMC SAS est spécialisée dans le secteur d'activité de la préparation de fibres textiles et de filatures.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants : surveillance des rejets dans l'eau

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
5	Constitution des échantillons	Arrêté Préfectoral du 23/01/2014, article 4.3.6.3	/	Lettre de suite préfectorale	30 jours

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
8	Contrôle de recalage	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-III	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
7	Respect des normes de mesures	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-II	/	Réponse attendue sous 3 mois

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Plan des réseaux	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-III	/	Sans objet
2	Existence des points de prélèvement & Accès aux points de prélèvement	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 50	/	Sans objet
3	Valeurs limites d'émission	Arrêté Préfectoral du 23/01/2014 article : 4.3.9.1.	/	Prescription inadaptée, demande de compléments sous 6 mois
4	Programme de surveillance	Arrêté Préfectoral du 23/01/2014 article : 9.2.3.1	/	Prescription inadaptée, demande de compléments sous 6 mois
6	Autosurveillance	Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le contrôle réalisé sur site et l'examen des documents transmis par l'exploitant avant et après la

visite d'inspection ont permis d'identifier des non-conformités pour les points 4.3.6.3 (constitution des échantillons) et 58 III (contrôle de recalage).

Au vu des éléments déjà transmis par l'exploitant et du caractère mineur des non-conformités, il n'est pas l'objet d'une proposition de mise en demeure.

D'autre part, l'inspection a constaté un fait pour lequel elle n'a pas été en mesure de statuer sur sa conformité (point 58 II- respect des normes de mesures). Pour ce point, il est demandé à l'exploitant de justifier dans un délais de 3 mois que les résultats obtenus par la méthode utilisée sont équivalents aux résultats obtenus par la méthode normalisée.

Pour les constats n° 3 "valeurs limites d'émission" et n° 4 "programme de surveillance", il est demandé à l'exploitant de transmettre une étude dans un délai de 6 mois permettant de vérifier les dispositions de son arrêté préfectoral du 23 janvier 2014 portant prescriptions complémentaires par rapport aux articles 21-II et 60 de l'arrêté ministériel de 02/02/98 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection des l'environnement soumises à autorisation.

2-4) Fiches de constats :

N° 1 : Plan des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-III
Thème(s) : Actions nationales 2022, Conditions de rejet
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : III.-Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître : [...] -les secteurs collectés et les réseaux associés ; -les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs, etc.) ; -les ouvrages d'épuration interne, les points de surveillance et les points de rejet de toute nature. [...]
Constats : L'exploitant a présenté un plan incomplet des réseaux : absence de légende, non séparation des 2 réseaux d'alimentation en eau, absence de disconnecteur et de compteur). Suite à la visite, par mail du 26/09/2022, l'exploitant a transmis à l'inspection deux plans légendés différents : - un plan d'alimentation en eau et séparant le réseau de ville du réseau du puit. Un disconnecteur est également mentionné, - un plan du réseau principal de collecte des eaux usées avec les différentes installations : séparateur hydrocarbure, installation de neutralisation, nature des effluents collectés par réseau.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Existence des points de prélèvement & Accès aux points de prélèvement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 50
Thème(s) : Actions nationales 2022, Conditions de rejet
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Sur chaque canalisation de rejet d'effluents sont prévus un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant,...). (...) Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. [...]
Constats : Lors de la visite sur site, l'exploitant a présenté le point de prélèvement situé à proximité du bâtiment 37. Il est facilement accessible, il est possible pour les organismes mandatés de mettre en oeuvre des équipements en vu d'effectuer les mesures décrites par la prescription contrôlée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Valeurs limites d'émission

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/01/2014, article 4.3.9.1.
Thème(s) : Actions nationales 2022, Autosurveillance
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les valeurs limites ne dépassent pas les valeurs fixées par le présent arrêté. [...]
Constats : Le dernier arrêté préfectoral de DMC du 23 janvier 2014 portant prescriptions complémentaires règlemente les rejets eaux. Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 02/02/98 relatives aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ont été modifiées par l'arrêté du 24 août 2017 pour intégrer les conclusions des campagnes de recherche des substances dangereuses dans l'environnement. Or, ces modifications n'ont pas été intégrées dans l'arrêté préfectoral de DMC. Il apparaît ainsi que les dispositions contrôlées ne sont plus adaptées.
Observation : Ainsi il est demandé à l'exploitant de se positionner par rapport à cet arrêté sus-mentionné (flux, concentrations, VLE) et de transmettre à M. Le préfet cette étude dans un délai de 6 mois.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Prescription inadaptée

N° 4 : Programme de surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/01/2014 article : 9.2.3.1
Thème(s) : Actions nationales 2022, Autosurveillance
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Lorsque les flux définis ci-dessous sont dépassés, l'exploitant réalise les mesures suivantes sur ses effluents aqueux, que les effluents soient rejetés dans le milieu naturel ou dans un réseau de raccordement à une station d'épuration collective.[...]
Constats : Le dernier arrêté préfectoral de DMC du 23 janvier 2014 portant prescriptions complémentaires réglemente les rejets eaux. Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 02/02/98 relatives aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ont été modifiées par l'arrêté du 24 août 2017 pour intégrer les conclusions des campagnes de recherche des substances dangereuses dans l'environnement. Or, ces modifications n'ont pas été intégrées dans l'arrêté préfectoral de DMC. Il apparaît ainsi que les dispositions contrôlées ne sont plus adaptées.
Observation : Ainsi il est demandé à l'exploitant de se positionner par rapport à cet arrêté sus-mentionné et de transmettre à M. Le préfet cette étude dans un délai de 6 mois.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Prescription inadaptée

N° 5 : Constitution des échantillons

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/01/2014, article 4.3.6.3
Thème(s) : Actions nationales 2022, Autosurveillance
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Lorsque des systèmes permettant le prélèvement continu des rejets sont installés, ils sont proportionnels au débit, doivent permettre un prélèvement sur une durée de 24 h, et la conservation des échantillons dans les normes en vigueur.
Constats : Le préleveur est situé à l'intérieur du bâtiment 37. Il est réfrigéré à une température de 5°C+3°C conformément à la norme NF EN ISO 5667-3. Les prélèvements sont journaliers et asservis au débit. Les bidons sont ensuite déposés dans le réfrigérateur du laboratoire. Lors de la visite, l'inspection a constaté l'absence de thermomètre ainsi que la présence de denrées alimentaires dans le réfrigérateur servant à la conservation des échantillons avant analyse au niveau du laboratoire. Ces faits constituent des non-conformités aux conditions normatives de constitution et conservation des échantillons (norme NF EN ISO 5667-3).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 30 jours

N° 6 : Autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1
Thème(s) : Actions nationales 2022, Transmission des résultats d'autosurveillance via GIDAF
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Sauf impossibilité technique, les résultats de la surveillance des émissions réalisée conformément aux prescriptions édictées par les arrêtés pris en application des articles L. 512-3, L. 512-5, L. 512-7 et L. 512-10 du code de l'environnement sont transmis par voie électronique sur le site de télédéclaration du ministère en charge des installations classées prévu à cet effet. La télédéclaration est effectuée dans les délais prescrits dans lesdits arrêtés dès lors que lesdites prescriptions imposent une transmission de ces résultats à l'inspection des installations classées ou au préfet.
Constats : L'article 9.2.3.1 de l'arrêté préfectoral du 23 janvier 2014 précise les fréquences et modalités de l'auto-surveillance de la qualité des rejets. D'après l'application GIDAF, d'octobre 2021 à septembre 2022, les fréquences d'autosurveillance pour l'ensemble des paramètres listés dans l'arrêté préfectoral d'autorisation sont respectées.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Respect des normes de mesures

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-II
Thème(s) : Actions nationales 2022, Autosurveillance
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>II.-Pour la mise en œuvre du programme de surveillance, les méthodes de mesure (prélèvement et analyse) utilisées permettent de réaliser des mesures fiables, répétables et reproductibles. Les méthodes précisées dans l'avis sur les méthodes normalisées de référence pour les mesures dans l'air, l'eau et les sols dans les installations classées pour la protection de l'environnement, publié au Journal officiel, sont réputées satisfaire à cette exigence.</p> <p>Pour les polluants ne faisant l'objet d'aucune méthode de référence, la procédure retenue, pour le prélèvement notamment, permet une représentation statistique de l'évolution du paramètre.</p> <p>Toutefois, l'exploitant peut prévoir des méthodes autres que les méthodes normalisées de référence lorsque les résultats obtenus sont équivalents. De même, il peut prévoir le remplacement de certaines mesures de surveillance par le suivi en continu d'un paramètre représentatif du polluant ou par toute autre méthode équivalente. Lorsque des méthodes autres que des méthodes de référence sont utilisées, des mesures de contrôle et d'étalonnage sont réalisées conformément à une procédure définie par l'exploitant. Cette procédure est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.[...]</p> <p>Constats : L'examen a été réalisé en vue de vérifier que les mesures réalisées par l'exploitant et par son sous traitant remplissaient les conditions relatives à l'avis sur les méthodes de référence pour les mesures dans l'eau dans les ICPE (du 22 février 2022). Le contrôle de cette disposition a été réalisé par échantillonnage pour une partie des paramètres faisant l'objet d'une surveillance par l'exploitant (DCO, DBO5, MES). Pour les paramètres MES et DCO (en réalité ST-DCO), l'exploitant a fourni postérieurement au contrôle les modes opératoires qu'il met en œuvre pour réaliser les mesures sur ces paramètres et substances.</p> <p>L'examen de la procédure fournie par l'exploitant et des bordereaux d'analyse pris par échantillonnage sur la période janvier 2021- juin 2022 montre que :</p> <ul style="list-style-type: none"> • le sous traitant utilise la norme NF EN ISO 15587-2 pour la digestion des éléments métalliques alors que l'avis précité prévoit que ce soit la norme NF EN ISO 15587-1, • le sous traitant utilise la norme ISO 15705 (st-DCO) pour la mesure de la DCO alors que l'avis précité prévoit que ce soit la norme NF T90-101 (DCO). <p>Toutefois, considérant que la prescription contrôlée indique que l'exploitant peut prévoir des méthodes autres que les méthodes normalisées de référence lorsque les résultats obtenus sont équivalents. L'inspection ne peut, en l'état, pas conclure sur la conformité de cette prescription. Il appartient à l'exploitant de justifier ce dernier point.</p>
Type de suites proposées : susceptible de suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-III
Thème(s) : Actions nationales 2022, Autosurveillance
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>S'il existe au moins une mesure annuelle, l'exploitant fait procéder au moins une fois tous les deux ans à un contrôle de recalage de ses émissions dans l'eau pour toutes les mesures effectuées à une fréquence annuelle ou supérieure. Ce contrôle porte sur la réalisation comparative des prélèvements et analyses prévus dans le programme de surveillance selon le même protocole d'échantillonnage, d'une part par l'exploitant, d'autre part par un laboratoire d'analyse externe. Ce laboratoire est agréé pour les prélèvements et l'analyse ou, s'il n'existe pas d'accréditation pour le prélèvement ou pour le paramètre analysé, est accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation.</p> <p>L'accréditation d'un laboratoire pour un paramètre sur une matrice donnée implique que l'échantillon analysé ait été prélevé sous accréditation.</p> <p>L'exploitant met en place des mesures correctives pour remédier à tout écart constaté entre ses résultats d'analyse et ceux du laboratoire agréé. Les mesures mises en place le cas échéant sont tenues à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Si la surveillance des émissions de l'exploitant est déjà réalisée par un laboratoire agréé, le contrôle de recalage ne s'applique pas, à la condition que les mesures (prélèvement et analyse) soient réalisées sous agrément.</p> <p>Constats : L'autocontrôle mis en œuvre par l'exploitant est réalisé en partie par un prestataire non agréé, et en partie par l'exploitant (non agréé), ce qui n'est pas en opposition avec les éléments réglementaires opposables aux installations.</p> <p>Dans ces conditions en matière de contrôle externe de recalage il appartient à l'exploitant de suivre les dispositions telles que décrites ci-dessus. A savoir que les prélèvements sont réalisés sous accréditation, et les mesures analytiques sous agrément ministériel.</p> <p>L'examen des bordereaux d'analyse de l'analyse commandée par le SIVOM (prélèvement effectué par IRH du 27 au 28 juillet 2022) et d'autre part par l'exploitant (prélèvement du 27 juillet 2022) n'appellent pas d'observation de la part de l'inspection en matière d'accréditation acquis par l'organisme qui effectue les mesures analytiques dans le cadre du contrôle externe de recalage. En revanche, le paramètre DCO n'est pas mesuré, seul le paramètre ST-DCO apparaît.</p> <p>Les prélèvements des échantillons "SIVOM" sont réalisés par un organisme possédant l'accréditation COFRAC pour la réalisation de cette opération.</p> <p>Des écarts sont constatés entre les 2 analyses. A titre d'exemple, la valeur de la DBO5 est de 230 mg/L pour l'échantillon "SIVOM" et 310 mg/L pour l'échantillon de l'exploitant. Il est demandé à l'exploitant de mettre en place des mesures correctives pour remédier à tout écart constaté entre ses résultats d'analyse et ceux du laboratoire agréé.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois